

Malgré l'abondance de ses ressources naturelles, le Tchad est jusqu'à présent classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Nul ne va dans ce pays. Déchirés par des années de guerres, les enfants du Tchad se laissent diviser de groupe en groupe. L'éducation, la santé, la pauvreté ne semblent pas être la préoccupation des autorités, l'une après l'autre, ni de grandes puissances ou organisations internationales qui sont censées aider des pays dans des telles conditions. S'il s'agit de la politique alors ça ne serait pas la peine d'en parler. De dictature en dictature, le détournement de fonds publics, l'emprisonnement des opposants, le népotisme et l'injustice se fait au regard de tous.

Certaines personnes évoquent deux possibilités qui expliqueraient le silence de la communauté internationale face à ces problèmes. Premièrement, si celle-ci n'a aucun intérêt dans un pays comme le Tchad, alors ça ne servira à rien de déployer énergie et argent. Deuxièmement, si celle-ci a des intérêts, alors régner sur un peuple divisé est plus facile que de faire face à un peuple uni.

La longue durée qu'a attendue le Tchad pour que son pétrole soit exploité, montre en partie la discrétion des puissances à ne pas se préoccuper du développement des pays pauvres. Si aujourd'hui le Tchad est ce qu'il est ou a toujours été, c'est du a deux problèmes primordiaux: l'incapacité du pays de se régulariser, principalement sur le plan politico-économique, et d'une part à la main mise sur le pays par des acteurs étrangers.

Puits après puits, le gouvernement du Tchad exploite les ressources pétrolières du pays sans se soucier qu'un jour cette richesse finira, ni se soucier des enjeux environnementaux. Alors s'il s'agit des populations se trouvant près des champs pétroliers, rien n'est de mieux. En plus, ces derniers qui ont perdu leurs maisons, champs, villages, pourraient ne jamais recevoir une somme pouvant construire une maison ordinaire. Pire, comme tout le reste des Tchadiens, ne sauront jamais les chiffres exacts en barils et dollars de cette richesse aussi appelée une malédiction africaine. Pourtant, au moment où nous nous posons des questions, quelque part dans un coin de ce pays ou du monde, d'autres ne savent plus quoi

faire de l'argent qu'ils détiennent. Argent bien sûr du pétrole qu'ils perçoivent au point où l'on ne peut que dire s'ils ne sont pas actionnaires d'un "multi-billion dollar business". Mais impossible puisque ces gens seront les derniers à savoir ce que c'est qu'une action, pire ce que c'est même du pétrole.

Avec la gestion actuelle de cette richesse, d'ici peu d'années, il n'aura plus de puits à creuser et le pays ne saura où se tourner. Le coton ? L'élevage ? Bon, comme si ces secteurs qui ont toujours été là ont permis au pays de se développer. Je me rappelle d'un des nombreux discours du président Itno où il disait « je vous ai dit dès le début, ne compter pas sur l'argent du pétrole pour le développement. » Vraiment incroyable. J'étais déçu que ces paroles sortent de la bouche d'un chef d'état. Tandis qu'un clan favorisé se développe avec cette richesse, le reste du pays ne doit même pas y penser. Je comprends à présent pourquoi il y a tant de corruption, vols, favoritisme dans le gouvernement et les institutions de l'état. Le président changeant la constitution pour lui permettre d'être président à vie est là même déjà une preuve d'égoïsme et de confiscation de pouvoir.

Malgré la rentabilité du pétrole, les Tchadiens ne voient pousser que des petits chantiers à travers le pays. Des bâtiments et des routes qui ne tiendront pas d'ici quelques années. Encore un des discours du président à l'est du pays à l'occasion de l'ouverture d'un aéroport où il qualifiait ce complexe de 'moderne' voire un aéroport à structure de niveau international. Je me demandais s'il ne faisait pas la confusion entre nouvel et moderne. Surtout ceux qui n'auront pas vu d'autres aéroports internationaux ne sauront faire la comparaison, alors ils applaudiront aveuglement et comme ci ce n'était pas du devoir du chef de l'état de construire le pays mais plutôt un don qu'il offre à la population. Je profite pour dire à certains de nos journalistes Tchadiens d'arrêter de grâce de dire sans cesse des phrases que sous entendues font croire à la population que le président construit le pays de son propre argent. Vraiment impossible, ne parlons même pas d'un quartier. Combien gagne t-il à ce que je sache ?

Le président est le premier responsable de la gestion du pays et en dessous de lui, les responsabilités diminuent de ministres aux secrétaires d'états, directeurs généraux, ainsi de suite jusqu'à la dernière personne. Parlant des ministres, je me demande ce qu'ils font au juste. Certains, plutôt la plupart n'a pas la chance de s'asseoir deux ans dans le fauteuil de leur bureau. Surement même pas le temps de suivre des projets qu'a commencé le précédent et si possible d'en commencer leurs propres. Si le pays n'avance pas administrativement, c'est dû principalement à ce problème. Il y a un grand manque de travail administratif. Les ministres n'ont pratiquement pas le droit d'implanter leurs idées, et manières qui pourraient tourner les choses vers la bonne voie et permettre au pays de se développer. Malheureusement, le pouvoir est concentré à la présidence et tous les ordres ne viennent que du président et il peut faire ce que bon lui semble. Une fois le président Itno était lui seul, président, chef suprême des armées, ministre de la défense, sultan, et j'en passe. Il a tant de pouvoir qu'il peut nommer un comédien au poste de ministre sans se soucier comme si le pays était une scène de théâtre. Un trafiquant de passeports en ministre de justice s'il le veut. Un ministre de l'élevage en ministre de pétrole s'il le désire. Et de ministère en ministère on ne voit que les mêmes individus ou encore des nouvelles têtes mais pour la plus part, malheureusement des personnes incompetentes qui finissent toujours par détourner des fonds publics. Il est tout à fait compréhensible que le pays est toujours dans le chaos qu'il a toujours été.

Les ressources pétrolières finiront un jour. Ce jour, le pays sera dans des difficultés. Pourquoi ? Parce que rien a changé au Tchad si l'on peut enlever le pétrole d'aujourd'hui et le comparé a 20 ou 30 ans auparavant. Les infrastructures qui poussent ne sont qu'une fraction du mot développement. Des infrastructures qui ne tiendront pas d'ici quelques années. Des rues goudronnées il y a juste quelques années mais ont déjà commencé à se dégrader. Surement, le gouvernement n'investit que peu d'argent pour faire plaisir à la population et lui faire croire qu'il se soucie du bien de celle-ci. D'ici peu d'années, il coutera plus d'argent pour leur entretien ou reconstruction. Si seulement ils construisent des

infrastructures modernes et dignes de ce nom, alors d'ici peu d'années l'argent pourrait être utilisé pour d'autres choses. Mais le gouvernement préfère dépenser moins, vendre les grands chantiers de l'état à des entreprises incompetentes, et il ne sait surtout pas négocier les contrats. Le gouvernement ne rend aucun compte précis à personne de la gestion du pays, moins encore de l'exploitation du pétrole.

A présent, la population, qui de droit, ne sais pas combien l'état perçoit. Le pourcentage tomberait entre 30 et 40 pourcent. Là même il y a un problème vu que le pétrole est exploité par un consortium de grandes entreprises du secteur, l'état tchadien n'a pas du tout le contrôle sur l'exploitation. Triste mais vrai, le Tchad se voit voler et les Tchadiens se voient voler par le gouvernement. Si le Tchad n'était pas enclavé, il percevra plus d'argent. Actuellement la part du Cameroun, l'entretien de l'oléoduc et d'autres dépenses associées. Lorsqu'il se trouve dans le besoin d'argent, le gouvernement ne fait que signer des contrats et accords même s'il n'est pas d'accord avec le contenu, l'essentiel est qu'il reçoit de l'argent. La banque mondiale, l'union européenne, la France, les Etats-Unis, les entreprises pétrolières, sont ceux qui bénéficient du pétrole tchadien.

L'état tchadien est lui-même bloqué. Sur tous les plans de l'exploitation de ses ressources naturelles et de son développement, il ne pourrait pas faire ce que lui va bien. Soit il suit les règles dictées par les puissants pays, unions, et entreprises étrangères et l'exploitation se fait dans le contexte qu'ils proposent. Ou bien rien est fait et même s'il se décide de faire autrement, un embargo s'appliquera contre lui et nulle part pourrait t-il exporter ses ressources.

A.M.

21-06-12